

**Arrigo-Schwartz (Martine), *La Suisse niçoise. Des images et des hommes*, Alandis Editions, s. 1. 2006, 140 pages.**

Martine Arrigo-Schwartz, auteur d'un essai intitulé *De la baie des Anges à la Promenade des Anglais*, signe chez le même éditeur un nouvel ouvrage consacré à la Suisse niçoise. Ce livre élégant tient lui aussi de l'essai, mais c'est tout autant un album offrant une belle iconographie, un recueil de textes, un guide, voire un abécédaire.

La paternité de l'expression Suisse niçoise semble revenir au géographe Elysée Reclus qui parcourt la région de 1858 à 1860, puis en 1897. Martine Arrigo-Schwartz propose également sa définition : « Un balcon sur la mer, cadencé par des gorges impénétrables et des torrents au fond de précipices vertigineux ». Les caractères du lieu sont ensuite présentés à l'aide de tableaux et de gravures, dus entre autres à Albanis Beaumont, Félix Benoit, Carlone, Comba, Costa, Defer, Mossa père et fils, Trachel. Le chevalier de Cessole est omniprésent par ses notes et ses photos. La touche finale au portrait de la région est apportée par de nombreux témoignages littéraires dont ceux de Dominique Durandy, J.M.G. Le Clézio, Stephen Liégeois, Jean Lorrain, Smolett... Si certains de ces auteurs, comme Simone de Beauvoir, expriment des impressions banales, d'autres trouvent des mots pertinents pour évoquer la singularité de la région.

C'est aussi à faire comprendre la réalité physique et culturelle de la Suisse niçoise que s'applique Martine Arrigo-Schwartz. Elle s'arrête longuement sur les montagnes et les vallées, les cours d'eau, la faune et la flore. Elle conduit le lecteur à travers les paysages du Mercantour, de la Gordolasque, des Fenestres, à Tende, Berthemont, Utelle, Moulinet, surtout Saint-Martin-Vésubie. Elle fait revivre les hommes qui ont aimé et parcouru ces sites, artistes, alpinistes, estivants de la bonne société. Elle rappelle l'importance traditionnelle du tourisme, la mise en place de moyens de transport et d'hôtels qui jadis n'étaient pas toujours des modèles en matière d'hygiène, l'organisation des loisirs. Les anciennes légendes, les sorcières et les fantômes qui hantent les gouffres infernaux ne sont pas oubliés.

Ainsi, par touches légères et impressionnistes, grâce au dialogue involontaire des écrivains et des tableaux qu'ils n'ont sans doute jamais vus, mais auxquels ils donnent une légende, grâce au montage de l'auteur du livre, est dressé le portrait de la Suisse niçoise. Cette chronique chaleureuse donne envie de prendre le bâton de marche du chevalier de Cessole et de redécouvrir les beautés d'une région encore authentique.

Ralph Schor

**Dewerpe (Alain), *Charonne, 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'Etat*, Gallimard, Folio Histoire, Paris, 2006, 897 pages.**

Le 8 février 1962, la gauche politique et syndicale, avec une forte présence communiste, organise à Paris une manifestation de protestation contre le terrorisme de l'OAS. Malgré l'interdiction transmise par le préfet de police Maurice Papon, quelque 20 000 personnes se déploient pacifiquement dans les rues. Les forces de l'ordre, environ 3 000 hommes, ont instruction de disperser brutalement le défilé. La violence délibérée, surtout celle des compagnies d'intervention de la police municipale de Paris, se révèle extrême. Quant à la violence des manifestants, elle apparaît essentiellement comme un réflexe de défense face aux coups des policiers. Le reflux des civils vers la station de métro Charonne, dont les accès sont ouverts, est trop massif pour que tous puissent passer : les corps s'entassent et neuf morts sont à déplorer.

L'auteur montre que le massacre, loin de constituer un accident, fruit d'un enchaînement de hasards, résulte d'une logique implacable au sein de la police : culture de la brutalité, hostilité aux manifestations sur la voie publique, anticommunisme vigoureux.

Certaines sympathies pour l'OAS et la cause de l'Algérie française, autonomie de quelques corps... Le pouvoir politique lutte à la fois contre le PC, le FLN, l'OAS qui, pour sa part, veut attiser la tension entre le gouvernement et les communistes. Il s'ensuit des hésitations et des décisions ambiguës de la part du gouvernement, ce qui n'empêche pas une volonté constante de maintenir l'ordre pour donner des gages à l'armée.

Profondes se révèlent les répercussions du massacre : souscription pour les victimes, grève mobilisant deux millions de personnes le 9 février, polémiques sur la recherche des responsables. Au mépris de la réalité, certains présentent les manifestants comme des émeutiers ou avancent la thèse d'une provocation de l'OAS. Ainsi sont réunis les éléments d'une mensonge d'Etat. Les obsèques des victimes, le 13 février, suivies par une foule immense, constituent de véritables « funérailles d'Etat non officielles » (le *Times*). Si l'enquête préliminaire avalise la thèse des manifestants, soit la responsabilité de la police dans le drame, l'affaire se termine par un non-lieu en 1996.

Alain Dewerpe qui, fils d'un des morts du 8 février 1962, a voulu reconstituer minutieusement les faits et offre de ceux-ci un récit convaincant, se place aussi dans une perspective plus large. Il analyse la fonction de la violence dans une démocratie représentative. Il se demande si le « meurtre politique », peut être compris dans ce cadre comme un moyen de gouvernement. Il s'interroge sur les droits de l'Etat et leurs limites. Il analyse la mémoire du drame, les commémorations, les leçons que les manifestants de mai 1968 ont pu en tirer. Cette riche mise en perspective n'est pas le moindre intérêt du livre.

Ralph Schor

**Lévêque (Pierre), *Révolutions et Républiques : la France contemporaine*, Editions universitaires de Dijon, 350 pages.**

Pierre Lévêque est un de ceux qui ont redonné ses lettres de noblesse et sa légitimité à l'histoire politique. De celle-ci, jadis critiquée par l'Ecole des Annales, il présente au début du volume une définition moderne, en rappelant le rôle de l'événement et en montrant que ce dernier doit être situé dans son contexte économique, social, psychologique, puis enrichi par l'analyse des structures de longue durée, de la science politique appliquée notamment aux élections et au personnel politique, des idéologies et opinions. Ces préliminaires posés, Pierre Lévêque reproduit certains de ses écrits qui administrent une démonstration brillante de la méthode.

Tout au long du volume les qualités de l'auteur se manifestent avec éclat. On apprécie d'abord son sens des nuances, ainsi dans son étude du concept d'égalité, civile, politique et sociale, héritée de la Révolution, confrontée à l'idée chrétienne d'égalité. Impressionnante apparaît la culture historique de Pierre Lévêque, notamment au travers de ses rétrospectives historiographiques : *Les campagnes françaises et la Deuxième République : cinquante ans d'historiographie* ou *Les courants politiques de la Commune de Paris*. Cette culture se révèle précieuse et conduit à une histoire politique totale, mêlant tous les facteurs explicatifs nécessaires, notamment dans l'analyse de la crise révolutionnaire de 1848-1851 en France, des élections municipales et cantonales de 1848 qui marquent une étape importante dans la réaction des notables monarchistes contre l'élan démocratique de février 1848. La réflexion se fait particulièrement ample quand l'auteur se penche sur l'ébranlement et la restauration de l'ordre social au XIXe siècle. Tout aussi éclairant est le développement consacré au bilan de la Deuxième République : ce bilan peut sembler modeste, mais, outre le suffrage universel, les héritages politiques, sont évidents chez les notables effrayés par tout mouvement populaire ou prudemment ouverts, les opportunistes et les radicaux, les ouvriers attachés à l'association, les paysans marqués par la répression et les 45 centimes.

L'ouvrage apporte des informations très neuves sur certains points, ainsi la recherche des bases sociales et idéologiques du pouvoir de Napoléon durant les Cent Jours. L'empereur s'appuie sur des militaires qui lui gardent une fidélité personnelle, sur les paysans qui veulent conserver les biens nationaux, sur le petit peuple des villes et sur la bourgeoisie libérale qui veulent barrer la route à l'Ancien Régime, sur des réflexes jacobins et patriotes. Mais le mouvement, mal structuré et peu soutenu par Napoléon, ne résiste pas. Les chapitres consacrés au socialisme se signalent aussi par leur richesse et leur fréquente nouveauté : la renaissance du socialisme après la Commune, le rôle tenu à cet égard par Alfred Marpaux à Dijon où s'ébauche une synthèse entre les vieux utopistes, l'anarchisme et le marxisme, les liens entre la Libre Pensée, le socialisme et le radicalisme. Les qualités de Pierre Lévêque se révèlent particulièrement dans les grandes fresques qu'il propose. Il présente ainsi la patente comme un précieux indicateur de croissance économique au XIXe siècle, un moyen d'apprécier le degré de concentration géographique des activités et l'augmentation de la taille moyenne des entreprises. Il consacre de même des pages intéressantes aux relations entre réalités économiques et mentales, les comportements religieux et les choix politiques des régions viticoles aux XIXe et XXe siècles. Il n'est pas nécessaire de plaider pour la validité de l'histoire politique ; il suffit de lire Pierre Lévêque.

Ralph Schor

**Maus (Didier) et Bougrab (Jeannette), (dir), *François Luchaire, un républicain au service de la République*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2005, 383 pages**

Il est de tradition que les grands universitaires reçoivent à la fin de leur carrière un volume d'hommage. C'est un tel *liber amicorum* qui est offert à François Luchaire qui a accumulé, avec une sorte de passion pour l'activité au service de la République, charges et responsabilités.

Né en 1919, François Luchaire, avocat stagiaire en 1938, est commissaire de la marine militaire en 1939. Pendant la Deuxième Guerre, il s'engage dans la Résistance puis, à Alger, entre au cabinet de Louis Jaquinot, membre du gouvernement provisoire. Agrégé de droit en 1945, il enseigne à la Faculté de Nancy, puis à celle de Paris à partir de 1964. Il met en place l'université de Paris I en 1970 et la préside jusqu'en 1976. Parallèlement à sa carrière d'enseignant, il appartient à plusieurs cabinets ministériels sous la IVe République, ceux de Louis Jaquinot, Maurice Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard. Il participe à l'élaboration de la constitution de 1958. Membre du conseil constitutionnel de 1965 à 1974, il reste ensuite présent dans cette institution comme conseiller et commentateur de ses arrêts ; pour lui, le Conseil doit demeurer un serviteur de l'Etat et ne pas s'ériger en troisième chambre. François Luchaire dirige l'Institut des hautes études d'outre-mer de 1960 à 1964 et est associé aux grandes réformes qui préparent la décolonisation. Dans les autres fonctions qu'il occupe, juge à la Cour internationale de justice, délégué interministériel pour les professions libérales, membre du Conseil économique et social, conseiller d'Etat, président du Tribunal constitutionnel de la principauté d'Andorre..., il complète sa réputation de grand juriste international, de serviteur d'une République juste, efficace, décentralisée. François Luchaire, comme citoyen, est cofondateur du Mouvement des radicaux de gauche en 1972 et secrétaire de cette organisation. En 1965, il préside le Comité national de soutien à la candidature de François Mitterrand à la présidence de la république.

Le volume contient aussi des contributions qui ne retracent pas la carrière de François Luchaire, en particulier des textes de ce dernier relevant du droit constitutionnel. On trouvera en outre, sous la plume de Gérard Conac, un historique de la Sorbonne et de la naissance de l'université de Paris 1-Panthéon-Sorbonne. Le professeur Yadh Ben Achour présente une utile mise au point sur l'Islam et les droits de l'homme. Il montre que l'herméneutique musulmane

classique est incompatible avec la conception moderne des droits de l'homme, au point que ces derniers doivent être violés par les pays qui entendent rester fidèles à la loi divine. C'est du moins ce que déclare l'Iran à l'ONU en 1984, l'Iran qui préfère respecter Dieu plutôt que les conventions laïques d'origine judéo-chrétienne. Il est cependant possible, selon l'auteur, de construire une nouvelle herméneutique conciliant l'islam et la philosophie des droits de l'homme. A travers cet exemple, on mesure l'intérêt du livre d'hommage à François Luchaire.

Ralph Schor

**Oldoino (Maurizio), *Fronte delle Alpi Marittime 1944-1945*, Primalpe, Cuneo, 2004, 207 p.**

L'auteur a été l'un des 1400 hommes qui ont dépendu, de septembre 1944 à juin 1945, du bataillon étranger rattaché au Groupement Alpin Sud (Haute-Tinée 74 le 27 septembre 1944, 21/XV le 12 décembre) puis au 3<sup>e</sup> RIA et, plus particulièrement, du Groupement étranger d'artillerie.

Cet ouvrage est une véritable étude historique –qui a mobilisé l'auteur pendant plusieurs années- et pas un simple recueil de souvenirs d'ancien combattant ; Maurizio Oldoino a consulté les sources disponibles au Service historique de l'Armée de terre et interrogé les survivants de ce bataillon étranger, qui a été une particularité à plus d'un titre, par sa genèse<sup>1</sup>, son effectif<sup>2</sup>, son commandement<sup>3</sup>, son équipement<sup>4</sup>, son caractère multinational<sup>5</sup> et son mode de fonctionnement<sup>6</sup>. Ce bataillon étranger supervisait trois unités qui ne lui étaient rattachées qu'administrativement : la compagnie Nuto<sup>7</sup>, le Groupement étranger d'artillerie<sup>8</sup> et le Groupement muletier *Lefranc*<sup>9</sup>.

---

<sup>1</sup> Il fut constitué, à compter du 3 septembre 1944, à l'hôtel Atlantic (siège du commandement des FFI) à l'initiative du Comité italien de Libération, qui dut rejeter de nombreuses demandes d'enrôlement soit pour des raisons d'incapacité physique, soit pour des raisons politiques, un triage rigoureux étant fait pour éviter que des éléments suspects ne profitent de l'engagement militaire pour la durée de la guerre afin d'échapper au processus d'épuration en cours.

<sup>2</sup> Il a toujours été deux à trois fois plus nombreux que celui des autres bataillons FFI.

<sup>3</sup> Le chef de bataillon, le commandant *Michel*, était hongrois (Miklos Zoldehyi) et avait participé à la guerre d'Espagne avant de rejoindre les FTP-MOI de la région R2 ; les commandants de compagnie étaient tous français alors que les chefs de section étaient presque tous italiens.

<sup>4</sup> Il fut marqué par son hétérogénéité : les officiers portaient l'uniforme américain alors que les soldats endossaient l'uniforme français ; l'armement était hétéroclite puisque, à l'intérieur d'une compagnie, une section était équipée avec du matériel américain, les autres avec du matériel français, britannique ou italien.

<sup>5</sup> Si les Italiens constituèrent de 85 à 90% de l'effectif, selon les périodes, le bataillon étranger rassembla des volontaires provenant de 23 nationalités, notamment des Espagnols du régiment Rhône et Durance arrivés le 30 décembre 1944 ; les derniers arrivés furent 190 Italiens de la brigade bas-alpine de Digne le 15 mars 1945.

<sup>6</sup> Les ordres étaient donnés en français mais la présentation des armes se faisait selon le rituel italien ; le drapeau français était hissé sur le mât des postes de commandement mais il était doublé par une flamme vert-blanc-rouge.

<sup>7</sup> Ancienne brigade de partisans *Giustizia e Libertà* « *Carlo Rosselli* » stationnée dans la vallée de la Stura et réfugiée sur le versant français de la Tinée à la fin du mois d'août 1944 afin d'échapper à un ratissage meurtrier effectué par la 90<sup>e</sup> Panzer grenadier, elle combattit autour d'Isola au cours de la première décennie du mois de septembre (perdant deux officiers lors d'une incursion des Alpenjaeger) avant d'être affectée à la défense de la Gordolasque (PC Belvédère) jusqu'en avril 1945. Son commandant n'était autre que l'officier de carrière des Alpini Nuto Revelli qui raconta ses péripéties en 1962 dans *La guerra dei poveri* parue chez Einaudi, avant de devenir l'emblématique collecteur de témoignages oraux.

<sup>8</sup> Il fut difficilement mis en place par le capitaine Dubeau-Foncet, récupérant de Cannes à Toulon 2 canons tchèques (105 Skoda), 4 canons italiens de 149 et 12 canons français (105 et 155 Schneider) abandonnés par les Allemands. Tous les sous-officiers et artilleurs étaient italiens, essentiellement des Piémontais et des Ligures.

<sup>9</sup> Le capitaine Benisti-*Lefranc* reçut la consigne de constituer ce groupe muletier le 14 mars 1945 afin de servir de support logistique à la 1<sup>ère</sup> DFL lors des combats de L'Authion. Il comprenait 80 chevaux et 731 mulets, ainsi que 618 hommes dont 591 étrangers, presque tous italiens.

L'auteur évoque non seulement le déploiement<sup>10</sup> et les combats<sup>11</sup> auxquels les unités dépendant de ce bataillon ont participé mais aborde, avec beaucoup d'objectivité et de retenue, les problèmes relationnels avec le commandement français<sup>12</sup> ou la population locale<sup>13</sup>, ainsi que les conditions dans lesquelles le bataillon fut dissous<sup>14</sup>, dans un contexte de relations internationales tendues entre le GPRF et le gouvernement italien protégé par les Anglo-Américains, mais aussi de campagne italophobe dans les Alpes-Maritimes<sup>15</sup>. Souhaitons qu'un ouvrage aussi sérieux et digne puisse être prochainement traduit en français.

Jean-Louis Panicacci

**Veziario (Paolo), *San Remo una nuova comunità ebraica nell'Italia fascista, 1937-1945*, Reggio Emilia, Diabasis, 2007, 274 p.**

Cinq ans après avoir publié une étude remarquable sur l'émigration clandestine des juifs étrangers expulsés d'Italie par le régime fasciste entre l'automne 1938 et le printemps 1940<sup>16</sup>, Paolo Veziario nous propose un essai de micro-histoire consacré à la communauté juive de San Remo à la fin du régime fasciste, en fait à la communauté juive de la province d'Imperia de 1937 à 1945.

S'il y avait bien quelques juifs avant 1937 dans la province de Ligurie occidentale<sup>17</sup>, ce fut à cause des répercussions de la situation internationale que plusieurs dizaines de juifs étrangers vinrent s'installer à San Remo, commune réputée sur le plan touristique, proche de la France et alors accessible à toutes les bourses grâce à l'existence de pensions le plus

---

<sup>10</sup> Du pont Saint-Honorat au Bourguet en septembre-octobre 1944, puis dans le Mentonnais (du Val de Gorbio à Garavan) jusqu'en février 1945, enfin du Bourguet aux Fourches pour le bataillon Haute-Tinée 74 ; la Gordolasque pour la compagnie Nuto ; le Mentonnais (Sospel, Castellar, Gorbio) pour le Groupement étranger d'artillerie.

<sup>11</sup> Reconnaissances profondes effectuées dans les vallons du Chastillon et de la Gordolasque ; accrochages autour du port de Menton avec les équipages des sous-marins de poche allemands ; bombardements effectués sur la gare de Vintimille, le pont enjambant l'estuaire de la Roya et les routes conduisant à la frontière du pont Saint-Louis ; harcèlement des garnisons de la division *Littorio* puis prise des casemates de Barbacane et de Colla Longa en avril 1945, permettant le franchissement de la crête frontalière et la descente dans la vallée de la Stura. Une dizaine de volontaires étrangers perdirent la vie durant ces combats (dont 5 lors du bombardement du plateau d'Auron le 26 février 1945).

<sup>12</sup> Ils ont surtout concerné la compagnie Nuto menacée à plusieurs reprises d'internement et d'expulsion, bien qu'elle fût protégée par le commandement allié installé à Nice, qui l'utilisait régulièrement pour des missions spéciales d'infiltration en territoire piémontais. Lors de la visite du ministre de l'Information à Menton, le 10 février 1945, une unité ayant hissé le drapeau italien se vit infliger trente jours d'arrêt.

<sup>13</sup> Ce fut surtout le cas à Menton, déjà pillée en 1940 et où une « bavure » commise par un officier français commandant une section d'Espagnols nuisit à la réputation de la majorité italienne des combattants étrangers jusqu'à ce que l'épisode du 14 février 1945 (anéantissement d'un commando allemand débarqué au port) auréolât leur présence dans la « cité des citrons » meurtrie et en grande partie évacuée.

<sup>14</sup> Si 450 volontaires piémontais furent démobilisés à Sambuco le 2 mai 1945, les autres revinrent en France par le col de Larche et le commandant *Michel* décerna 37 croix de guerre lors de la dernière prise d'armes organisée à Puget-Théniers, tandis que le Groupement d'artillerie fut consigné au quartier Saint-Jean d'Angély jusqu'au 3 juin, date à laquelle les volontaires originaires de Ligurie furent conduits à la ligne de démarcation de Bordighera (Vintimille faisant partie des territoires occupés par les troupes françaises jusqu'au 10 juillet 1945) et expulsés.

<sup>15</sup> Alimentée par les quotidiens *Combat* et *La Liberté*, ainsi que par l'hebdomadaire *L'Ergot*, elle s'accompagna d'une vague d'attentats à l'explosif visant des commerçants ou des notables transalpins résidant dans le chef-lieu.

<sup>16</sup> *Ombre di confine. L'emigrazione clandestina degli ebrei stranieri dalla Riviera dei Fiori verso la Costa Azzurra (1938-1940)*, Pinerolo, Alzani editore, 2001, 357 p. Compte-rendu publié dans *Recherches Régionales* N° 163, 2002, p. 131.

<sup>17</sup> Le plus célèbre d'entre eux étant le docteur Serge Voronoff, installé à Vintimille en 1925, où il poursuivit ses recherches biologiques dans sa propriété frontalière de Grimaldi.

souvent gérées par des hôtelières émigrées<sup>18</sup>. Ce regroupement justifia la création d'une section de la communauté juive de Gênes à San Remo le 23 avril 1937, dirigée par un juif milanais membre du PNF ! Cette communauté nouvelle comprenait alors 77 personnes (soit les trois-quarts des juifs de la province d'Imperia), réparties entre 68% de femmes et 32% d'hommes, 35% d'Italiens et 65% d'étrangers (40% d'Allemands, 14% d'Autrichiens et de Hongrois, 8% de Polonais et de Tchèques, 6% de Yougoslaves et de Suisses, 2% de Lettons et de Palestiniens). L'auteur fournit des indications anthropologiques précieuses sur la résidence, la nourriture, les activités (travail au noir pour les plus modestes, villégiature pour les plus fortunés), la pratique culturelle (avec une tentative de dérive cabalistique) et la nécessité d'obtenir un lieu de sépulture. Le décret prévoyant l'expulsion des juifs étrangers fit gonfler la petite communauté puisque, en 1939, on y trouvait 179 personnes dont 112 étrangers. La lassitude, voire le désespoir, conduisirent cinq d'entre eux à se suicider entre le mois de juin 1939 et le mois de juin 1940, compte tenu des difficultés éprouvées à gagner clandestinement la France. Une trentaine d'abjurations furent enregistrées (14 en 1938, 5 en 1939, 8 en 1940, 6 en 1941, 1 en 1942) dans toute la province, afin d'échapper aux séquences de la législation antisémite. En 1941, il n'y avait plus que 33 juifs à San Remo, représentant 59% de la communauté provinciale, se répartissant en 57% de femmes et 43% d'hommes, 84% d'Italiens et 16% d'étrangers, âgés de 12 à 91 ans (moyenne de 50 ans). Des rapatriements de juifs italiens résidant en France eurent lieu en mars 1943 (18 personnes dont 5 fixées à San Remo). A l'issue de la capitulation transalpine, 29 personnes installées dans la région niçoise<sup>19</sup> fuirent l'arrivée du commando SS dirigé par Aloïs Brünner et se réfugièrent à San Remo durant quelques semaines ou quelques mois avant de gagner l'Italie du Nord ou la Suisse. Des rafles eurent lieu, à partir du 25 novembre 1943, dans la province d'Imperia, débouchant sur l'arrestation, puis la déportation, de 58 personnes ; les 33 arrêtées à San Remo se répartissaient en 39% de femmes et 61% d'hommes, âgées de 12 à 91 ans (moyenne de 55 ans), dont 27% étaient nées à l'étranger. La communauté n'existait plus et, fait significatif, les premières tombes ouvertes dans le carré israélite du nouveau cimetière communal ne furent occupées qu'à partir du milieu des années 1950, ce qui revient à dire que les membres de la communauté juive instaurée en 1937 moururent dans les pays étrangers dans lesquels ils purent se réfugier en 1939-1940 ou bien disparurent à Auschwitz, suscitant une amnésie locale, renforcée par la destruction des lieux de culte ou de résidence sous l'effet de la pression immobilière du « miracle italien ».

Paolo Veziano nous a livré là, une nouvelle fois, un travail minutieux et documenté, ayant pour but de soulever la chape de plomb de l'amnésie collective et d'œuvrer pour le devoir de mémoire. Il évoque bien la mise en place tardive d'une communauté au moment où les communautés anciennes ont tendance à disparaître dans la péninsule, en consacrant peut-être un peu trop de place aux deux hôtes les plus connus (Serge Voronoff et Walter Benjamin) pourtant partis avant le début des hostilités.

Jean-Louis Panicacci

**Winock (Michel), 13 mai 1958. *L'agonie de la IVe République*, Gallimard, Paris, 2006, 384 pages.**

Le 13 mai 1958 et, plus largement, les quelques semaines qui séparent cette date du début de juin, quand le général de Gaulle sort vainqueur de la crise, marquent un tournant décisif dans l'histoire de la France. A ce titre, le 13 mai se doit tout naturellement de figurer dans la célèbre collection Gallimard des « Journées qui ont fait la France ».

---

<sup>18</sup> La plus célèbre étant Dora Kellner, l'épouse divorcée de Walter Benjamin, qui dirigeait la pension Villa Verde.

<sup>19</sup> Ce fut le cas, notamment, de la famille Viterbo, bien connue dans le négoce de l'huile d'olive.

Cette période complexe et encore obscure sur certains points méritait le guide averti qu'est Michel Winock, professeur émérite à l'institut des Sciences politiques de Paris. L'auteur relate d'abord l'insurrection algéroise du 13 mai, organisée par les ultras qui accusent le président du Conseil pressenti, Pierre Pflimlin, de vouloir brader l'Algérie. Puis Michel Winock situe l'événement dans un large contexte historique en faisant un retour sur la colonisation française en Algérie depuis 1830, en montrant la « situation criante d'infériorité économique, sociale, culturelle » dans laquelle étaient confinés les musulmans (p. 73), le refus de toute évolution de la part des Européens témoignant d'un « esprit de caste », pour reprendre une expression de Pierre Bourdieu. A cette réalité est opposée l'idée de l'existence, réelle ou non, d'une nation algérienne et en tout cas le sentiment d'appartenance commune fondée sur l'inégalité sociale et la différence culturelle. Michel Winock rappelle ensuite la politique suivie en Algérie par la IVe République, en insistant sur la bataille d'Alger et la popularité du général Massu. Il présente les acteurs du 13 mai, l'armée dont il analyse le malaise remontant à la défaite d'Indochine et la volonté de mener une action idéologique au service de l'Occident, les ultras d'Alger, les gaullistes dont l'efficace Léon Delbecque. L'appel au général de Gaulle, lancé publiquement par le général Salan, l'entrée en scène de l'homme de Colombey et son habile stratégie, l'inattendue fraternisation franco-musulmane du 16 mai, les embarras de la gauche se demandant s'il faut sauver un régime discrédité qui a laissé pratiquer la torture, l'organisation de l'opération « Résurrection », le délitement de l'appareil d'Etat, l'impuissance de Pflimlin, les multiples intrigues et palinodies, tous ces points sont mis en lumière.

Cet ouvrage, rompant avec ce que fut jadis l'historiographie marxiste, illustre le renouveau de l'histoire politique. L'auteur insiste fortement sur le rôle de quelques hommes dont les initiatives se révèlent décisives à divers moments, Delbecque, Pflimlin, Salan, Soustelle, Mollet, Coty et naturellement de Gaulle. Il montre que fut ourdie une indéniable conjuration dans laquelle le général ne trempa pas, mais dont il eut connaissance et qu'il utilisa magistralement. A quelle fin ? Le 13 mai constitua une journée de dupes car le vainqueur ne s'orienta pas dans la voie de l'Algérie française attendue par ceux qui l'avaient porté au pouvoir. Le meilleur bilan fut peut-être tiré par de Gaulle lui-même, dans une conversation avec un des principaux acteurs : « Bravo, Delbecque ! vous avez bien joué. Il n'y a pas eu une goutte de sang. C'est parfait. Il n'y a pas eu de fausse note. Mais avouez que moi aussi j'ai bien joué ».

Ralph Schor